



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
7 mai 2002
Français
Original: anglais

Session annuelle de 2002

17-28 juin 2002, Genève

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la population

Rapport du Directeur exécutif pour 2001 : bilan statistique*

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Le FNUAP en 2001 : principaux programmes et données financières		2
Programme du FNUAP en 2000 et 2001 : chiffres sommaires		4
Dépenses du FNUAP en 2000 et 2001, par région		6
Classement des pays, 2001-2005		11

* La collecte et l'analyse des données requises pour que le Conseil d'administration puisse disposer des informations les plus à jour a retardé la soumission du présent document.



Le FNUAP en 2001 : principaux programmes et données financières¹

Contributions annoncées et contributions versées

- En 2001, les recettes totales (ressources ordinaires) se sont élevées à 268,7 millions de dollars (montant provisoire), soit 1,8 % de plus qu'en 2000, où elles avaient été de 264 millions de dollars. Le total de 2001 était ventilé comme suit : 258,3 millions au titre des contributions volontaires, 9,8 millions au titre des intérêts à percevoir et 0,6 million au titre d'autres contributions.
- Les contributions aux ressources générales du FNUAP, annoncées en 2001 par les gouvernements donateurs et l'organisation privée Mars Trust, se sont élevées au total à 258,3 millions de dollars, soit 1,7 million de dollars ou 0,7 % de plus qu'en 2000. À la fin de l'année, le total cumulé des contributions annoncées jusqu'en 2001, atteignait près de 5,1 milliards de dollars et celui des donateurs 175. En 2001, on a compté en tout et pour tout 121 donateurs : 120 gouvernements et l'organisation Mars Trust.
- Des contributions supplémentaires d'un montant de 123,5 millions de dollars (montant provisoire) ont été reçues au titre d'autres sources de financement (fonds d'affectation spéciale et arrangements de participation aux coûts des programmes). Ce montant qui correspondait à une augmentation de 19 % par rapport à 2000², où il s'était élevé à 103,4 millions de dollars, était ventilé comme suit : 109,6 millions au titre des fonds d'affectation spéciale, 12,5 millions au titre du partage des coûts et 1,4 million au titre d'autres fonds soumis à restriction. Ainsi, le montant total des recettes supplémentaires recueillies au titre de fonds d'affectation spéciale et d'arrangements de participation aux coûts se chiffre à 127,8 millions de dollars, somme qui inclut 4,1 millions de dollars au titre d'intérêts à percevoir et 0,2 million au titre de recettes diverses.
- En 2001, le montant total des recettes (ressources ordinaires et recettes supplémentaires) a atteint 396,5 millions de dollars (montant provisoire). Ce chiffre n'inclut pas les sommes destinées à financer des services d'achat pour le compte d'autres organismes.

Dépenses

- Les dépenses relatives aux projets ont atteint 171,7 millions de dollars en 2001 contre 127,5 millions de dollars en 2000. Sur le montant de 2001 : 144 millions de dollars ont été alloués à des programmes de pays, contre 110,5 millions en 2000, et 27,7 millions à des programmes multinationaux (régionaux et interrégionaux) contre 17 millions en 2000.
- Les dépenses afférentes aux services d'appui technique au titre des nouveaux arrangements applicables aux dépenses d'appui, approuvées par le Conseil d'administration dans sa décision 91/37, ont atteint 17,7 millions de dollars. Les dépenses au titre des services administratifs et opérationnels se sont élevées à 5 millions de dollars.

¹ Les chiffres présentés dans le texte et dans les tableaux ont tous un caractère provisoire.

² Compte non tenu des recettes provenant du remboursement d'achats (39,7 millions de dollars).

- La ventilation des dépenses de 2001 par grand domaine d'activité, par région géographique et par catégorie de pays, est présentée aux pages 4 à 10.

Catégorie de pays

- Par sa décision 96/15, le Conseil d'administration a approuvé la méthode d'allocation des ressources en fonction de la procédure de classement des pays dans des groupes A, B et C, et, par sa décision 2000/19, il a actualisé les parts relatives de ressources ci-après : 67 à 69 % pour le groupe A, 19 à 21 % pour le groupe B, 7 à 9 % pour le groupe C et, à titre temporaire, 3 à 4 % pour les pays dont l'économie est en transition, et 1,5 % pour les autres pays et territoires. (La liste des pays de chaque groupe est indiquée aux pages 11 et 12.)
- Les ressources allouées aux programmes et projets de pays en 2001 se répartissent comme suit : 68,1 % pour le groupe A; 19 % pour le groupe B; 7,2 % pour le groupe C; 4,7 % pour les pays à économie en transition; et 1 % pour les autres pays et territoires.
- En 2001, Le montant total des ressources allouées au groupe A s'est élevé à 98,1 millions de dollars, contre 72,3 millions de dollars en 2000.

Activités multinationales

- Le montant total des dépenses au titre des activités multinationales (régionales et interrégionales) s'est élevé à 27,7 millions de dollars en 2001 contre 17 millions de dollars en 2000. Par catégorie d'activité, ces dépenses se sont réparties comme suit : activités régionales, 8,4 millions de dollars en 2001 (5,8 millions de dollars en 2000); activités interrégionales, 19,3 millions de dollars en 2001 (11,2 millions de dollars en 2000).
- En 2001, les programmes multinationaux ont absorbé 16,1 % du montant total des ressources allouées aux projets, contre 13,3 % en 2000.

Personnel

- Au 1er janvier 2001, le nombre total des postes inscrits au budget ordinaire s'élevait à 1 018, à savoir 364 postes d'administrateur (dont 170 administrateurs de programmes nationaux) et 654 postes d'agent des services généraux. Ces postes se répartissaient comme suit : 103 postes d'administrateur et 135 postes d'agent des services généraux au siège, 2 postes d'administrateur et 2 postes d'agent des services généraux à Genève, et 259 postes d'administrateur et 517 postes d'agent local des services généraux dans les bureaux extérieurs).
- Le pourcentage des femmes dans l'effectif total des administrateurs du FNUAP (siège et bureaux extérieurs) a atteint 50 % en 2001, un des pourcentages les plus élevés des organisations et organismes du système des Nations Unies. En outre, 8 des 15 membres du Comité exécutif du Fonds sont des femmes.

Programme du FNUAP en 2000 et 2001 : chiffres sommaires (Dépenses)*

Assistance du FNUAP par grand domaine d'activité

	<i>Millions de dollars É.-U</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>
Santé en matière de reproduction/ planification de la famille	81,2	119,2	63,7	69,5
Stratégies en matière de population et de développement	29,6	34,2	23,2	19,9
Activités promotionnelles	11,5	16,0	9,0	9,3
Activités multisectorielles	5,2	2,3	4,1	1,3
Total	127,5	171,7	100,0	100,0

Assistance du FNUAP par région géographique

Afrique subsaharienne	42,7	57,0	33,6	33,2
États arabes et Europe	17,4	22,6	13,6	13,2
Asie et Pacifique	41,5	55,9	32,5	32,6
Amérique latine et Caraïbes	14,8	16,9	11,6	9,8
Assistance interrégionale et mondiale	11,1	19,3	8,7	11,2
Total	127,5	171,7	100,0	100,0

Assistance du FNUAP à l'échelon national ou multinational

Échelon national	110,5	144,0	86,7	83,9
Échelon multinational	17,0	27,7	13,3	16,1
Total	127,5	171,7	100,0	100,0

* Toutes les données de 2000 figurant dans les présents tableaux ont un caractère provisoire.

Programme du FNUAP en 2000 et 2001 : chiffres sommaires *(suite)*

Assistance du FNUAP par groupe de pays

	<i>Millions de dollars É.-U.</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>
A	72,3	98,1	65,4	68,1
B	24,8	27,4	22,4	19,0
C	6,7	10,3	6,1	7,2
Pays en transition	4,7	6,7	4,3	4,7
Autres pays	2,0	1,5	1,8	1,0
Total	110,5	144,0	100,0	100,0

Assistance du FNUAP par agent d'exécution

Projets exécutés par les gouvernements	46,0	63,7	36,1	37,0
Organismes des Nations Unies	9,2	8,5	7,2	5,0
FNUAP ^a	49,7	79,3	39,0	46,2
Organisations non gouvernementales	22,6	20,2	17,7	11,8
Total	127,5	171,7	100,0	100,0

^a Ce chiffre inclut le montant de l'assistance fournie pour des achats destinés à des projets exécutés par les gouvernements, soit 14,6 millions de dollars en 2001 (14,7 millions en 2000).

Dépenses du FNUAP en 2000 et 2001, par région

Afrique subsaharienne

	<i>Millions de dollars É.-U.</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>
Par principaux secteurs				
Santé en matière de reproduction/planification de la famille	27,1	40,0	63,5	70,2
Stratégies en matière de population et de développement	11,5	14,3	26,9	25,1
Activités promotionnelles	2,7	2,2	6,3	3,9
Activités multisectorielles	1,4	0,5	3,3	0,9
Total	42,7	57,0	100,0	100,1
Activités par groupe de pays				
A	37,6	53,3	94,6	96,3
B	1,9	1,7	4,8	3,1
C	0,1	0,2	0,3	0,4
Autres pays	0,1	0,1	0,3	0,2
Total	39,7	55,3	100,0	100,0
Activités de pays	39,7	55,3	93,0	97,0
Activités régionales	3,0	1,7	7,0	3,0
Total pour la région	42,7	57,0	100,0	100,0

Dépenses du FNUAP en 2000 et 2001, par région (suite)

États arabes et Europe

	Millions de dollars É.-U.		Pourcentage du montant total du programme	
	2000	2001	2000	2001
Par principaux secteurs				
Santé en matière de reproduction/planification de la famille	11,9	17,3	68,4	76,5
Stratégies en matière de population et de développement	3,8	3,7	21,8	16,4
Activités promotionnelles	0,8	0,9	4,6	4,0
Activités multisectorielles	0,9	0,7	5,2	3,1
Total	17,4	22,6	100,0	100,0
Activités par groupe de pays				
A	7,1	7,0	43,3	32,8
B	4,5	6,3	27,4	29,4
C	–	1,4	–	6,5
Pays en transition	4,8	6,7	29,3	31,3
Total	16,4	21,4	100,0	100,0
Activités de pays	16,4	21,4	94,3	94,7
Activités régionales	1,0	1,2	5,7	5,3
Total pour la région	17,4	22,6	100,0	100,0

Dépenses du FNUAP en 2000 et 2001, par région (suite)

Asie et Pacifique

	Millions de dollars É.-U.		Pourcentage du montant total du programme	
	2000	2001	2000	2001
Par principaux secteurs				
Santé en matière de reproduction/planification de la famille	29,6	43,0	71,3	77,0
Stratégies en matière de population et de développement	7,2	8,3	17,3	14,8
Activités promotionnelles	3,3	4,1	8,0	7,3
Activités multisectorielles	1,4	0,5	3,4	0,9
Total	41,5	55,9	100,0	100,0
Activités par groupe de pays				
A	25,3	35,3	62,0	68,1
B	9,3	10,5	22,8	20,3
C	5,2	5,8	12,7	11,2
Autres pays	1,0	0,2	2,5	0,4
Total	40,8	51,8	100,0	100,0
Activités de pays	40,8	51,8	98,3	92,7
Activités régionales	0,7	4,1	1,7	7,3
Total pour la région	41,5	55,9	100,0	100,0

Dépenses du FNUAP en 2000 et 2001, par région (suite)

Amérique latine et Caraïbes

	Millions de dollars É.-U.		Pourcentage du montant total du programme	
	2000	2001	2000	2001
Par principaux secteurs				
Santé en matière de reproduction/planification de la famille	8,7	12,2	58,7	72,2
Stratégies en matière de population et de développement	3,8	3,7	25,7	21,9
Activités promotionnelles	1,0	0,8	6,8	4,7
Activités multisectorielles	1,3	0,2	8,8	1,2
Total	14,8	16,9	100,0	100,0
Activités par groupe de pays				
A	2,4	2,5	17,5	16,1
B	9,0	8,9	65,7	57,4
C	1,4	2,9	10,2	18,7
Autres pays	0,9	1,2	6,6	7,7
Total	13,7	15,5	100,0	100,0
Activités de pays	13,7	15,5	92,7	91,7
Activités régionales	1,1	1,4	7,3	8,3
Total pour la région	14,8	16,9	100,0	99,9

Dépenses du FNUAP en 2000 et 2001, par région (suite)

Assistance interrégionale et mondiale

	<i>Millions de dollars É.-U.</i>		<i>Pourcentage du montant total du programme</i>	
	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>
Par principaux secteurs				
Santé en matière de reproduction/planification de la famille	3,8	6,7	34,3	34,6
Stratégies en matière de population et de développement	3,0	4,2	27,0	21,8
Activités promotionnelles	3,9	8,0	35,1	41,5
Activités multisectorielles	0,4	0,4	3,6	2,1
Total	11,1	19,3	100,0	100,0

Classement des pays, 2001-2005

<i>Groupe A (62)</i>		<i>Groupe B (27)</i>		<i>Groupe C (20)</i>
Afrique	Amérique latine et Caraïbes	Afrique	Asie et Pacifique	Afrique
Angola	Haïti	Afrique du Sud	Indonésie	Maurice
Bénin	Honduras	Botswana	Mongolie	
Burkina Faso		Gabon	Philippines	Amérique latine et Caraïbes
Burundi	Asie et Pacifique	Namibie	Thaïlande	Chili
Cameroun	Afghanistan	Swaziland	Viet Nam	Colombie
Cap-Vert	Bangladesh			Costa Rica
Comores	Bhoutan	Amérique latine	États arabes/Europe	Cuba
Congo	Cambodge	et Caraïbes	Algérie	Jamaïque
Côte d'Ivoire	Îles Salomon	Belize	Égypte	Panama
Érythrée	Inde	Bolivie	Iraq	République dominicaine
Éthiopie	Kiribati	El Salvador	Maroc	Suriname
Gambie	Maldives	Équateur	République arabe syrienne	Trinité-et-Tobago
Ghana	Myanmar	Guatemala		
Guinée	Népal	Guyana		Asie et Pacifique
Guinée-Bissau	Pakistan	Mexique		Chine
Guinée équatoriale	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Nicaragua		Fidji
Kenya	République démocratique	Paraguay		Iran (République islamique d')
Lesotho	populaire lao	Pérou		Malaisie
Libéria	Samoa	Sainte-Lucie		République populaire
Madagascar	Timor oriental	Venezuela		démocratique de Corée
Malawi	Tuvalu			Sri Lanka
Mali	Vanuatu			
Mauritanie				États arabes/Europe
Mozambique	États arabes/Europe			Jordanie
Niger	Djibouti			Liban
Nigéria	Somalie			Tunisie
Ouganda	Soudan			Turquie
République	Territoires palestiniens			
centrafricaine	occupés			
République	Yémen			
démocratique				
du Congo				
République-Unie de				
Tanzanie				
Rwanda				
Sao Tomé-et-Principe				
Sénégal				
Sierra Leone				
Tchad				
Togo				
Zambie				
Zimbabwe				

*Pays à économie en transition (27)**Autres pays et territoires (41)*

États arabes/ Europe et Asie centrale		Afrique	États arabes/Europe	Amérique latine et Caraïbes
Albanie	Kirghizistan	Sainte-Hélène	Arabie saoudite	Anguilla
Arménie	Lettonie	Seychelles	Bahreïn	Antigua-et-Barbuda
Azerbaïdjan	Lituanie	Asie et Pacifique	Chypre	Antilles néerlandaises
Bélarus	Lituanie	Brunéi Darussalam	Émirats arabes unis	Argentine
Bosnie-Herzégovine	Ouzbékistan	Hong Kong (Chine) ^a	Jamahiriya arabe libyenne	Aruba
Bulgarie	Pologne	Îles Cook	Koweït	Bahamas
Croatie	République de Moldova	Îles Marshall	Malte	Barbade
Estonie	République tchèque	Micronésie (États fédérés de)	Oman	Bermudes
Ex-République yougoslave	Roumanie	Nauru	Qatar	Brésil
de Macédoine	Slovaquie	Nioué		Dominique
Fédération de Russie	Slovénie	Palaos		Grenade
Géorgie	Tadjikistan	République de Corée		Îles Caïmanes
Hongrie	Turkménistan	Singapour		Îles Turques et Caïques
Kazakhstan	Ukraine	Tokélaou		Îles Vierges britanniques
	Yougoslavie	Tonga		Montserrat
				Saint-Kitts-et-Nevis
				Saint-Vincent-et-les Grenadines
				Uruguay

^a Le 1er juillet 1997, Hong Kong est devenue région administrative spéciale de Chine.